



© M. R. I. S. B.

LETTRÉ OUVERTE AU CAMARADE MINISTRE DE L'ÉDUCATION

Camarade ministre.
Les élections législatives sont désormais gagnées par la gauche, alors que va-t-il se passer pour la rentrée scolaire 81-82 ? Syndicats, associations de parents d'élèves vont être reçus. Ils mettront en avant leurs revendications « prioritaires ». Certaines me semblent l'être effectivement, comme le relèvement des salaires scandaleusement bas des personnels non-enseignants de l'Éducation Nationale, la titularisation des auxiliaires, les 25 élèves par classe, etc...

Pour le reste, des discussions s'engageront sérieusement entre responsables...

Alors, permets-moi, camarade ministre, moi qui ne suis responsable que de moi-même et ne parle qu'en mon nom, de poser un problème qui me semble, à moi, tout aussi prioritaire, tout aussi urgent, celui de tous ces jeunes qui, aujourd'hui, ne supportent absolument plus le système scolaire tel qu'il est, tel qu'il sera à la rentrée, même avec 25 élèves par classe.

Il faut prendre conscience de la profondeur et de la gravité du divorce qui existe entre certains jeunes et l'école (je ne parle ici que du second degré où j'enseigne, mais des problèmes analogues se posent dans le primaire ou dans le technique dont d'autres que moi, plus qualifiés, parleront je l'espère).

Pourquoi ces jeunes en rupture d'école ?

— Il y a ceux qui, en seconde, première, terminale, quittent d'eux-mêmes le lycée (sans bac !).

— Il y a ceux que l'on met à la porte, qu'on « oriente vers la vie active », comme on dit dans notre jargon. Auquel cas, la « mission éducative » sera bien souvent prise en charge par les services de police et l'appareil judiciaire.

— Enfin, il y a ceux qui courbent l'échine, serrent les dents, mais « tiennent le coup » et arrivent à décrocher leur bac.

Je ne crois pas que le corps enseignant dans sa grande majorité (de gauche bien sûr...), soit capable d'assumer demain ce qu'il n'a pas été capable d'assumer hier. Car ces jeunes sont effectivement insupportables pour le système scolaire actuel.

Mais il existe aussi des enseignants, et j'en suis, qui ne supportent plus non plus le système scolaire tel qu'il est.

Enseignants insupportables souvent à leurs collègues y compris à ceux qui sont de gauche, et bien plus insupportables encore à l'administration...

Alors, pourquoi ne pas réunir ces élèves et ces enseignants « marginaux » qui s'entendent si bien quand les hasards des emplois du temps les font se rencontrer ? Pourquoi ne pas autoriser ces allergiques à toute forme d'autorité à inventer, créer ensemble des conditions qui leur conviendraient bien mieux ?

Je n'essaie pas ici d'opposer un bon système à un mauvais système, je dis simplement que ce qui est, peut-être, bon pour les uns, ne l'est assurément pas pour les autres. En ce domaine, le pluralisme dont se réclame Mitterrand devrait se réaliser dans des faits concrets.

L'unité du service public de l'Éducation nationale à laquelle je suis attaché, ne doit pas obligatoirement signifier l'uniformité de ce service ? et sa diversité ne doit pas uniquement porter sur les différents ordres d'enseignements : classique, moderne ou technique, mais aussi sur les méthodes et les relations sur les individus enseignants et enseignés établissent entre eux.

Je pense qu'en l'étape actuelle, la cohabitation dans les mêmes établissements n'est source que de conflits inutiles et stériles. L'école telle qu'elle est a échoué avec certains jeunes (et encore une fois, je ne dis pas avec tous !). Alors, laissez-nous chercher, inventer. Nos échecs, mais aussi nos réussites, seront profitables à tous.

L'échec actuel de l'école par rapport à certains jeunes n'est pas une fatalité, et on peut imaginer un système éducatif tel que ce phénomène de rejet n'existerait plus.

Mais nous sommes nombreux à être las d'attendre « des lendemains qui chantent », laissez-nous dès aujourd'hui, dès la rentrée 81-82 envisager des tentatives « marginales ».

Je suis prêt pour ma part à sacrifier partie, voire totalité de mes sacro-saintes vacances d'été pour préparer concrètement une telle entreprise, et accueillir ceux qui, cette année, encore, malgré « l'espoir » et le « changement », seront, en fin de trimestre, exclus de l'école.

Alors, si le candidat-ministre pouvait, entre deux délégations-responsables, recevoir un irresponsable, si, dans la réorganisation du ministère de la rue de Grenelle, on pouvait trouver un sous-sol ou un grenier, qu'importe !, un petit service compétent avec lequel nous pourrions discuter concrètement d'un projet de ce genre, alors, la joie et l'espoir du 10 mai, prendraient pour moi et bien d'autres enseignants et élèves, un visage plus précis.

Puissent les paroles du camarade-Premier-ministre Mauroy être entendues : « Ce gouvernement sera celui de la rigueur et de l'IMAGINATION ».

Salutations libertaires.

Jean-Gabriel CONH-BENDIT (*)

(*) Enseignant à Saint-Nazaire.